

Veuillez indiquer ci-dessous l'adresse de retour du double du formulaire

**DEMANDE D'INSCRIPTION AU REPERTOIRE
DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE**

Formulaire commerçant - P1

Loi n° 721 du 27 décembre 1961 du 27 décembre 1961
abrogeant et remplaçant la loi n° 598, du 2 juin 1955 instituant
un répertoire du commerce et de l'industrie, modifiée.

--	--	--	--	--	--

RECOMMANDATIONS IMPORTANTES

La présente demande doit être rédigée en double exemplaire et signée en original par le représentant légal ou par son mandataire. Elle est remise au Répertoire du Commerce et de l'Industrie par lui ou par un mandataire muni d'un pouvoir spécial annexé à la demande. Toute demande qui n'est pas accompagnée des pièces justificatives requises est refusée par le Répertoire du Commerce et de l'Industrie.

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Dossier déposé le :

N° d'arrivée :

I. RENSEIGNEMENTS A COMPLETER

Nom de naissance :

Nom d'usage :

Prénom(s) :

Surnom ou Pseudonyme :

Date et lieu de mariage :

S'il y a lieu, régime matrimonial :

Né(e) le : à

Nationalité(s) :

Adresse personnelle :

Code postal : Commune/Pays :

Activité exercée : *(si l'objet est trop important joindre une annexe)*

Date de commencement de l'activité :

Le nom de l'établissement de crédit situé à Monaco où le compte de dépôt est ouvert pour l'exercice de son activité professionnelle en vertu de la loi n°1.492 du 8 juillet 2020 :

Le nom commercial ou la ou les enseignes :

S'il y a lieu, indication des informations ci-après relatives à l'identité de la personne ayant le pouvoir d'engager par sa signature la responsabilité du commerçant :

Nom de naissance :

Nom d'usage :

Prénom(s) :

Surnom ou Pseudonyme :

Né(e) le : **à**

Nationalité(s) :

Domicile :

Code postal : **Commune/Pays :**

Si lors de l'inscription, une seconde activité a été autorisée, veuillez-compléter et joindre l'intercalaire y relative.

II. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX ETABLISSEMENTS

Adresse de l'activité : (Rés., bât, app, étage, n°, voie)

Code postal : Commune/Pays :

Préciser si l'établissement est fixé :

☐ Au domicile du représentant légal.

☐ Dans une société de domiciliation :

Nom du domiciliataire :

☐ Autre :

Nom du domiciliataire :

Origine du fonds pour l'activité :

☐ Création ☐ Partage ☐ Licitacion

☐ Modification du régime juridique ☐ Acquisition d'un fond existant

Uniquement dans ces deux derniers cas (modification du régime juridique ou acquisition d'un fond existant)
merci de bien vouloir compléter les informations suivantes concernant le précédent exploitant ainsi que la
location gérance :

Précédent exploitant :

Dénomination ou raison sociale :

N° RCI : Date de radiation :

Nom de naissance :

Nom d'usage :

Prénom(s) :

Date de l'acte :

Date de la publication de la première insertion prescrite par la loi :

En cas de licitation ou d'achat :

Le prix stipulé :

En cas de partage :

L'évaluation du fonds :

L'élection de domicile :

Le titre et la date du journal où a été publiée la première insertion :

☐ Location gérance

Propriétaire du fonds ou locataire-gérant (*biffer la mention inutile*) :

Nom de naissance :

Nom d'usage :

Prénom(s) :

Dénomination ou raison sociale :
N° RCI :
Date de la publication de la première insertion prescrite par la loi :
Date de la publication de la deuxième insertion prescrite par la loi :
Durée : mois du au

☐ Activité exercée conjointement avec :
Nom et prénoms : N° RCI :
☐ Autre

Le cas échéant, préciser l'adresse du local annexe
Adresse du local annexe : (*Rés., bât, app, étage, n°, voie*)

Code postal : Commune/Pays :
Préciser si le local annexe à usage de ☐ bureau ou ☐ stockage

☐ Dans une société de domiciliation :
☐ Autre :
Nom du domiciliataire :

LISTE DES PIECES JUSTIFICATIVES *

A l'appui de la demande d'inscription des informations élémentaires, le requérant doit notamment fournir, à l'exception des pièces qui auraient déjà été communiquées lors de la déclaration d'exercer ou de la demande d'autorisation administrative, les pièces justificatives suivantes. *Les pièces justificatives doivent être déposées **en langue française**, le cas échéant, traduites et certifiées conformes par le déclarant. Seul le dépôt des pièces justificatives en langue française fait foi.*

Merci de compléter la grille ci-après.

Liste des documents produits	Documents fournis par le requérant	Documents non concernés/non fournis par le requérant	Observations du RCI
☐ Pour les personnes de nationalité monégasque : Une copie de la carte nationale d'identité ou du passeport.	☐	☐	☐ Manquant ☐ Réceptionné
☐ Pour les résidents en Principauté : Une copie de la carte de séjour pour les résidents à Monaco et une copie de la carte d'identité ou du passeport. <u>En cas de pluralité de nationalités</u> , transmettre une copie des différentes pièces d'identité.	☐	☐	☐ Manquant ☐ Réceptionné
☐ Pour les non-résidents en Principauté : Une copie de la carte d'identité ou du passeport. <u>En cas de pluralité de nationalités</u> , transmettre une copie des différentes pièces d'identité.	☐	☐	☐ Manquant ☐ Réceptionné

Liste des documents produits	Documents fournis par le requérant	Documents non concernés/non fournis par le requérant	Observations du RCI
Un justificatif de domicile daté de moins de trois mois.	☐	☐	☐ Manquant ☐ Réceptionné
Un extrait de l'acte de naissance ou à défaut, un extrait de l'acte de mariage.	☐	☐	☐ Manquant ☐ Réceptionné
Une copie du document justifiant de l'établissement du siège social de la société et lorsqu'il est établi dans des locaux exploités par une entité exerçant l'activité de domiciliation, une copie du contrat d'hébergement signé.	☐	☐	☐ Manquant ☐ Réceptionné ☐ N/A
Une copie du titre de propriété du local ou attestation de propriété.	☐	☐	☐ Manquant ☐ Réceptionné
Une copie du bail, de l'avenant au bail ou de la convention d'occupation précaire enregistré à la Direction des Services Fiscaux.	☐	☐	☐ Manquant ☐ Réceptionné ☐ N/A
Une copie du contrat de location gérance enregistré à la Direction des Services Fiscaux s'il est sous seing privé, ou copie de l'acte authentique, ainsi que les deux insertions y relatives au Journal de Monaco.	☐	☐	☐ Manquant ☐ Réceptionné ☐ N/A
Une copie de l'acte réitéré de cession de fonds ou du droit au bail enregistré à la Direction des Services Fiscaux, ainsi que les deux insertions y relatives au Journal de Monaco.	☐	☐	☐ Manquant ☐ Réceptionné ☐ N/A
Une attestation délivrée par l'établissement bancaire ou de crédit établi à Monaco auprès duquel est ouvert le compte de dépôt pour l'exercice de l'activité.	☐	☐	☐ Manquant ☐ Réceptionné
Si la nature de l'activité exige une assurance de la responsabilité civile professionnelle, l'attestation d'assurance.	☐	☐	☐ Manquant ☐ Réceptionné ☐ N/A
Si la nature de l'activité exige une ou des garanties financières, l'attestation d'un établissement bancaire ou de crédit habilité à donner caution et ayant son siège ou sa succursale dans la Principauté.	☐	☐	☐ Manquant ☐ Réceptionné ☐ N/A
Dans l'hypothèse où les formalités sont effectuées par un mandataire, un pouvoir exprès aux fins de signature.	☐	☐	☐ Manquant ☐ Réceptionné ☐ N/A

SIGNATURE DU DOCUMENT	
Le commerçant ou le mandataire (<i>biffer la mention inutile</i>) certifie l'exactitude des renseignements fournis* : Prénom / Nom : Signature	Le Directeur du Développement Economique atteste la conformité des déclarations ci-dessus avec les pièces justificatives produites et procède à l'inscription de l'activité sous le numéro : P P/° Le Directeur,
Monaco, le :	Monaco, le :

*Est puni d'un emprisonnement de six mois et de l'amende prévue au chiffre 4°) de l'article 26 du Code pénal, l'assujetti personne physique ou la personne habilitée à agir pour le compte de l'assujetti personne morale qui donne, de mauvaise foi, des indications inexacts ou incomplètes en vue d'une inscription, d'une mention complémentaire ou rectificative, d'une déclaration quinquennale (*Loi n° 1.565 du 3 décembre 2024 relative à la protection des données personnelles.) ou d'une radiation au service du répertoire du commerce et de l'industrie.*

« Les données personnelles collectées par la Direction du Développement Economique (DDE) par le biais de ce formulaire sont destinées au traitement de données à caractère personnel ayant pour finalité « Gestion du Répertoire du Commerce et de l'Industrie ».

« Les informations demandées sont obligatoires. A défaut, votre demande sera déclarée irrecevable. Les destinataires sont les autorités habilitées par la réglementation et toute personne faisant une demande d'extrait du RCI. Toute personne concernée dispose d'un droit d'accès et de rectification aux informations nominatives traitées qu'elle peut exercer par écrit auprès du Directeur de la DDE - Protection des données personnelles - 9, Rue du Gabian, MC 98000 MONACO. Tout pétitionnaire s'engage à avoir informé les personnes dont les informations sont mentionnées sur les formulaires de leur communication à la DDE. »